

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19169 - 74ÈME ANNÉE

Retour sur le 7e jour du mouvement social à La Réunion

L'urgence de reprendre le dialogue avec toutes les forces vives de La Réunion



Le 7e jour de mobilisation à La Réunion a été marqué par plusieurs événements : la conférence de presse du préfet, la volonté de plusieurs organisations syndicales de participer à un élargissement du mouvement et celle de certains leaders des gilets jaunes de refuser toute ouverture. La venue de la ministre des Outre-mer semble indispensable à la prise de décision, aussi le PCR a demandé qu'elle vienne à La Réunion sans attendre.

Depuis le samedi 17 novembre, La Réunion est paralysée par un mouvement social lancé en écho au mouvement «Gilets jaunes» en France. Comme là-bas, l'élément déclencheur a été la hausse des taxes sur les carburants décidée ici par la Région Réunion. Mais rapidement, d'autres revendications ont émergé faisant du prix des carburants un simple élément d'une crise bien plus complexe à résoudre. L'accumulation de décennies de crise en raison d'un système qui ne vise pas au développement de La Réunion a amené la situation

suivante : plus de 180.000 Réunionnais inscrits à Pôle emploi, plus de 40 % de la population sous le seuil de pauvreté, plus de 110.000 illettrés, des dizaines de milliers de familles dans les logements insalubres. C'est une situation sociale «hors normes» selon les termes d'une publication conjointe de l'INSEE et du Conseil général qui date de déjà 5 ans.

«On ne peut pas cacher sous le tapis tous les problèmes indéfiniment, le moment où tout ressort est arrivé», confiait hier après-midi un manifestant devant la Préfecture. C'est la conséquence d'un

système arrivé à bout de souffle qu'il est maintenant nécessaire de dépasser.

Conférence de presse du préfet

Le 7e jour de mobilisation a d'abord été marqué par la conférence de presse du préfet de La Réunion. Amaury de Saint-Quentin a annoncé la prolongation du couvre-feu jusqu'à dimanche. Il a assuré que l'approvisionnement en carburant de l'aéroport et des stations services réquisitionnées pour les véhicules d'urgence est assurée car le dépôt d'hydrocarbures de la SRPP est sous contrôle. Le transport des médicaments est également assuré.

Le préfet a également indiqué qu'il a déjà reçu des maires, des représentants du monde économique et des syndicats de travailleurs. Tous seront associés à la recherche de solutions, a-t-il en substance. Sur le mouvement des gilets jaunes, il a déclaré qu'une délégation sera reçue dans l'après-midi en préfecture. Il a aussi confirmé la venue de la ministre des Outre-mer dans quelques jours. Il a indiqué que la priorité est le retour à la vie normale, même si cela peut prendre du temps. Un comité de suivi de l'activité économique se tiendra lundi à la préfecture.

Communiqué du PCR

Compte tenu du fait que les discussions et les décisions qui en découleront ne pourront avoir lieu sans la présence d'un membre du gouvernement, le Parti communiste a diffusé aussitôt un communiqué demandant à Annick Girardin de venir à La Réunion toutes affaires cessantes. Voici un extrait :

«Nous avons appris que Madame Annick Girardin, Ministre des Outre-Mer, a annoncé sa venue dans quelques jours à La Réunion. Nous saluons cette décision après

une semaine de blocages.

Toutefois, la situation exceptionnelle que nous connaissons doit faire prendre conscience à la Ministre que sa venue ne saurait être plus longtemps différée.

C'est la raison pour laquelle nous demandons sa présence dès ce week-end à La Réunion afin de permettre la reprise du dialogue et de trouver, ensemble, des solutions.»

Des syndicats veulent élargir le mouvement

La journée d'hier a été aussi marquée par la volonté de plusieurs syndicats de participer à un élargissement du mouvement. La FNTR présidée par Jean-Bernard Carou-paye est entrée en action. Une délégation de la FSU est venue apporter sa solidarité hier après-midi aux gilets jaunes devant la préfecture. Mais elle dut faire face à l'intransigeance du groupe qui rejette les syndicats et les «politiques».

Hier matin à Saint-Pierre, les syndicats CGPER et FDSEA ont participé à une rencontre du monde agricole. Une délégation doit être reçue par le préfet à 10 heures ce matin pour faire part des doléances de ce secteur de l'économie de La Réunion.

Rappelons qu'avant-hier, l'intersyndicale a été reçue par le préfet. Elle a publié un communiqué dans lequel elle demande «au gouvernement et au Préfet d'ouvrir le nécessaire dialogue et ce le plus large possible afin de construire une île responsable de son devenir social qu'économique. Elles sont prêtes à participer à toute réunion mettant en présence l'ensemble des parties prenantes».

Ce qu'il s'est passé devant la Préfecture : les faits

Une délégation de gilets jaunes de-

vait être reçue hier à 14 heures par le préfet. L'entrée d'une délégation de 4 personnes était possible. Une centaine de gilets jaunes étaient alors rassemblés devant la préfecture. Le principe d'une délégation de 4 personnes a été rejetée. Puis c'est celui d'une rencontre tout court qui a été repoussé sous l'impulsion de Lubin Budel et d'une personne se présentant comme «représentant des gilets jaunes du Port, de l'Ouest et de La Réunion», proche de Lubin Budel.

Puis ce «représentant des gilets jaunes du Port, de l'Ouest et de La Réunion» a entraîné à sa suite le groupe pour lire un texte déjà imprimé de plusieurs pages, présenté comme les revendications des gilets jaunes du Sud. Validé par acclamation, ce texte est devenu la motion qui devait être remis en main propre au préfet.

Le «représentant des gilets jaunes du Port, de l'Ouest et de La Réunion» est alors devenu membre d'une délégation de deux personnes, comprenant également une femme qui a avoué n'avoir jamais vu cette motion. Le mandat de la délégation était alors fixé : donner le texte au préfet et éventuellement lui en faire lecture.

Au bout de plus de près de trois-quart d'heure d'attente, la foule commençait sérieusement à s'impatienter et à douter de la délégation. Lubin Budel a alors téléphoné au «représentant des gilets jaunes du Port, de l'Ouest et de La Réunion» pour lui dire de revenir d'urgence. Quelques instants plus tard, la délégation était de retour. Dans son compte-rendu, elle a souligné que le préfet attendait la venue de la ministre, et qu'il est disposé actuellement à recevoir toutes les revendications. Lubin Budel a alors proposé que d'autres textes émanant de gilets jaunes du Nord, de l'Est et de l'Ouest soient déposés en préfecture, au rythme d'un texte par jour, jusqu'à l'arrivée de la ministre.

Cette initiative doit avoir lieu à 9 heures ce 24 novembre.

Communiqué de presse

Fait au Port, le vendredi 23 novembre 2018,



Le PCR demande la venue de la Ministre dès ce week-end

Le mouvement de blocage initié par les «gilets jaunes» dure maintenant depuis le 17 novembre.

Les revendications exprimées à cette occasion tant par les « gilets jaunes » que par les forces vives sont légitimes et méritent des réponses urgentes.

Nous avons appris que Madame Annick Girardin, Ministre des Outre-Mer, a annoncé sa venue dans quelques jours à La Réunion.

Nous saluons cette décision après une semaine de blocages.

Toutefois, la situation exceptionnelle que nous connaissons doit faire prendre conscience à la Ministre que sa venue ne saurait être plus longtemps différée.

C'est la raison pour laquelle nous demandons sa présence dès ce week-end à La Réunion afin de permettre la reprise du dialogue et de trouver, ensemble, des solutions.

Maurice Gironcel
Sécrétaire Général du PCR

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Hier après-midi à Saint-Denis

Première motion déposée en préfecture : gilets jaunes entre divisions et revirement

Après avoir rejeté en masse et avec virulence la proposition du préfet de La Réunion de recevoir comme prévu une délégation de quatre personnes, des gilets jaunes réunis hier à Saint-Denis ont finalement décidé de lui remettre une motion revendicative présentée par deux personnes. Une plate-forme lue et déposée par... un gilet jaune se présentant comme « représentant Le Port et La Réunion » qui avait été, pourtant, le premier à rejeter avec force le rendez-vous préfectoral. Accusé de proximité avec le président de la Région, le Collectif 974 partisan de la rencontre avec le préfet avait été prié de quitter les lieux.



« Les 24 » ! « Les 24 » ! Les 24 » ! 14 heures, hier après-midi devant les grilles de la Préfecture : une centaine de gilets jaunes scandent en boucle cette exigence : Que les référents de l'ensemble des communes de l'île soient reçus lors de l'audience prévue avec le préfet lequel aurait consenti à recevoir une délégation de seulement quatre personnes. « C'est La Réunion toute entière qui doit être entendue » ! clament haut et fort quelques participants tandis qu'un homme s'approche et s'apprête à prendre la parole à son tour pour approuver cette démarche globale : « Moin sé in Créole, qui approche de la

soixantaine, demandeur d'emploi, présent sur les barrages depuis samedi dernier. Mi lèw tou les jours quatre heures du matin pour arrive Saint-Denis, moins la fait tabasse à mwin su la route du littoral . Nou dois défendre le peuple, kan ni rentre faut ni représente le peuple ; Mi décline jamais un l'invitation, la première fois, le préfet té pas là. Mais zordi, nous l'est pas complet », estime le gilet jaune de la première heure dont la prise de parole va être confortée par une tierce intervention : « En trente ans, rien n'a été fait. La fait que divise à nous, la fait rentre l'Occident dans nout cerveaux (...) Zot i connaît la souffrance zot camarade ? Nous

veut la transparence. Banna pou essaye divise à nous . Attention bann train politique, syndicats. Nous dit non ! ». Prise de position applaudie par une manifestante : « Pourquoi cette idée de recevoir seulement quatre personnes ? Non à la récupération politique » !

D'abord, le refus de rencontrer le préfet

Autant de prise de paroles que le représentant du Collectif 974, Jean-Noël Hoareau encaisse plus ou moins sereinement, lui qui tentait depuis quelques minutes de rallier la foule à sa décision d'accepter la

proposition du préfet. Option qu'il tente une nouvelle fois de faire passer : « Mi lé la depuis samedi dernier. La population na marre. Le préfet i propose recevoir quatre mounes . Ben, na lé fé dis ali faut li resoit les 24 ». « Non ! Banna va transmettre le message », lance un participant en désignant les policiers derrière la grille ! Tandis que les pensées vont se dévoiler ouvertement : « Sa, in pique, sa » ! Lance une participante à l'adresse de Jean-Noël Hoareau qui va être immédiatement dénoncé comme « un boug i rode infiltre nout mouvement pou divise a nous », « Arrete taz do moune ; kel peuple ou représente ? demande encore un manifestant à Jean-Noël Hoareau qui, en aparté avec « Témoignages » ne fera pas mystère de ses liens avec le président de la Région à titre professionnel et associatif : « Je suis président d'une association, coach sportif, je le connais, j'ai travaillé avec lui dans le cadre de la réalisation du Livre bleu, et, alors ? Moi, je travaille avec tous ceux qui ont le désir de faire avancer La Réunion. Ils ne sont pas contents avec moi parce que je refuse de demander sa démission, pourquoi le ferais-je ? Je suis là pour construire pas pour régler des comptes politiques », nous confiera-t-il en allusion à la revendication des manifestants portant sur la démission du président de la Région et du Chef de l'État, déclinée sur une pancarte plantée près de la grille à l'entrée de la préfecture.

Sommé de quitter les lieux, le représentant du Collectif 974 se met en retrait tandis que Lubin Budel prend la parole pour entériner le choix de la majorité : « (...) Un moune i représente à li tout sèl. Si nana in, deux, trois i représente 5.000 personnes i veut rien dire. Nous dois causer. Réuni a zot mais rentre pas la dans : I sa magouille a zot » assure le sociologue. Point de vue salué par des applaudissements et des prises de parole « Est ce que nous y aime a nous entre nous ? Banna



lé en en train essaye divise a nous pour mieux régner », « Na point de leader : c'est tout ensemble » !

Revirement et document déjà imprimé

« Allons montre a zot nous lé unis. Na met la main ensemble, ensemble nous va gagner, l'avenir i appartient aux jeunes. Si nous rebelle pas, banna va tue a nous », déclare un gilet jaune se présentant comme « représentant du Port de l'Ouest et de La Réunion » qui avait été le premier à rejeter avec virulence la proposition du préfet . Une proposition qu'il allait pourtant honorer en conduisant la délégation composée cette fois de deux personnes, au lieu de 4 initialement, dont lui et une participante ayant émis le souhait de l'accompagner ! Un revirement qui s'est opéré après qu'il se fut éloigné entraînant dans son sillage un certain nombre de gilets jaunes pour discuter, dans la plus grande discrétion. Ce huis clos, sous les arbres, aurait débouché sur l'élaboration d'une plate-forme revendicative dont il a donné lecture cette fois publiquement. Un document de plusieurs pages déjà imprimé, qu'il devait remettre immédiatement après par ses

soins au représentant de l'État avec l'accord de la foule mais sous condition : « I rentre, i donne et i sort », Au bout de trois quart d'heure, le binôme est ressorti, sommé de s'expliquer. « Nous avons échangé. Ce retard est du aux questions posées par le préfet que j'ai dû recadrer pour le ramener sur nos revendications. Il posait trop de questions, du style : « C'est quoi le COSPAR ? Il s'est dit ouvert à la discussion, nous allons donc procéder étape par étape mais nous devons rester unis » a répondu le gilet jaune . Lubin Budel a conclu cet épisode en rappelant l'accord passé entre gilets jaunes : chaque jour, une délégation de deux personnes irait à la préfecture déposer sa propre motion, jusqu'à la visite de la ministre. De manière à permettre l'exercice la plus large de la démocratie participative. Quelle délégation « représentative de La Réunion » déposera sa motion aujourd'hui en préfecture où les gilets jaunes se sont de nouveau donné rendez-vous à 9h30 ? Au-delà de la région géographique, une chose est sûre : la mobilisation sera maintenue.

M.M.

Oté

Zistoir Tizan-Grandyab : la fèss an or-dézyèm boute

Tizane la sèr Tizan i vé maryé avèk in onm néna la fèss an or. Par l'fète èl i vé pa maryé pou vréman mé èl i pans si i trouv pa son lidéal son famiy va lèss ali trankil san maryé. Mé vi koné dan la vi, i koné zamé. Kan ou i pans ou va trouvé, alé oir vi trouv pa é kan ou i pans ou i trouv ar pa so kou isi ou i trouv.

L'avé inn foi pou inn bone foi, mésyé lo foi la manz son foi avèk in grinn sèl.

Ala ké bann prétandan pou maryé i vien rann vizit la famiy Tizan pou fé z'ot domann . Mé zot domann i abouti pa pars na poin inn dan la bann néna la fèss an or. Fors a fors bann prétandan i ronons pars in moun néna la fèss an or, sa i égzis pa. Mé antansyon, sète afèr-la i fini par tonm dann zorèye la famiy Grandyab é zistoman dann famiy-la néna in garson lé pa maryé. Donk son famiy i di ali : « I fo ou i fé out domann out tour, pétète ou va gingné landroi tou lé zot la pa gingné. »

. Mé garson Grandyanb i di : « Papa, momon, moin na poin la fèss an or é anpliské sa moin néna in ké konm tout famiy Grandyab .

-Arien son famiy i di ali, nou va trouv in tik-tak pou fé gingn aou in fèss an or. »

Ala ké bann Grandyab i komann in plak doré pou lo fis Grandyab mète dann son pantalon. La fine fé, astèr garson grandyab i sava la kaz la famiy Tizan pou fé son zonètté é an mèm tan domann Tizane an maryaz.

Kan li ariv la kaz Tizan, li déklar li la vni pou maryé avèk Tizane. La Famiy i rosoi ali, i amenn ali déryèr in paravan é i di ali tir son kilote pou oir si li néna vréman la fèss an or. Li néna vréman la fèss an or é la famiy Tizan i done zot fiy lo nouvo véni an maryaz.

Kriké ! Kraké ! Kriké Méisyé ! Kraké Madam !

Ala ké lo famiy i desid fé lo maryaz é Tizane, èl mèm, i pé pa rofiz lo maryaz pars sé èl té i vé in n'afèr konmsa. El i di son papa avèk son momon èl lé dakor pou maryé . Tizan pou son par i trouv sa drol : koman in moun i pé an avoir la fèss an or mé kan li vé poz késtyon son sèr i foute ali in boush ta gèl. El i di :

« Frèr mon frèr, ou na poin la parol la-dan, sé moin k'i maryé, sé pa ou, é papa avèk momon la fine aksèp mon fiyansé é prèv a konviksyon, li néna bien in fèss an or. »

Tizan i kraz son banane pars si li la poin la parol li tak son baro é la suit va oir apré.. Kan Tizan i domann ousa i lé lo paran lo fiyansé lo ga i réponn tout son famiy la fine mor é li lé tousèl o mond. Donk li lé tousèl é lo famiy tizan i roganiz in pti maryaz an vitèss . Zot i konpran la pa bézoin rényonn famiy é tout sak i s'ansui. Maryaz fine fé : tizane i maryé avèk garson grandyab é tiza sé lo bofrèr lo dyab.

Koton mayi i koul, rosh i flote, l'acvé inn foi pou inn bone foi méisyé lo foi la manz son foi èk in grinn sèl.

(dézyèm boute la fini-troizyèm va vni samdi proshin)

Justin